

Motion de l'AG des 68+ de Nanterre – 18 mai 2018

Nous, les 68+ de Nanterre réunis le vendredi 18 mai en Assemblée générale, avons voté la reconduction de la grève à l'unanimité moins deux abstentions. Nous tenons à remercier les nombreux soutiens des personnels de l'ESR, au sein de nos UFR et plus largement dans les universités françaises et internationales. Notre mouvement de grève a du succès, y compris chez ceux qui le fustigent. A cet égard plusieurs des arguments avancés nous semblent appeler une réponse.

Nous ne sommes ni irresponsables ni inconscients. Quant à l'égard accordé à nos étudiants, que certains disent inexistant : nous sommes celles et ceux qui les connaissons par leurs prénoms, les écoutons à chaque séance, répondons à leurs questions, courriels, appels, sms, messages provenant de réseaux sociaux en tout genre ; nous sommes celles et ceux qui prenons soin au long du semestre d'annoter chaque copie et tentent – autant que faire se peut – d'assurer un suivi individualisé afin de les préparer au mieux en vue des évaluations finales ; nous sommes également – et surtout – celles et ceux qui les tenons informés au quotidien, *via* tout moyen à disposition, dans les périodes de troubles, angoisses et égarements, notamment ces dernières semaines, afin de pallier les carences d'une communication institutionnelle peu compréhensible et souvent tardive.

Reléguer à l'évanescence ces implications quotidiennes, sans doute par commodité, afin de mieux asséner l'idée selon laquelle les conséquences de notre grève seraient, dans notre indifférence, préjudiciables à nos étudiants, relève au mieux d'une illusion naïve, au pire, d'un propos indécent.

Nous ne sommes ni irresponsables ni inconscients. Quant à l'image de l'université, que nous serions en train de froisser : nous ne sommes ni à l'origine de l'intervention policière sur le campus de Nanterre le 9 avril dernier, ni à l'origine de la délocalisation de certains examens hors d'une franchise universitaire et sous surveillance policière, ni à l'origine des lacrymos visant les étudiants, mobilisés ou non, le 11 mai dernier à Arcueil. Le sillon esquissé par notre président pour Nanterre était d'être « une université engagée, au service de ses étudiants et de la société, fer-de-lance plus que jamais d'une indispensable pensée critique », cela, « sans tourner le dos à son histoire »¹. Cette identité universitaire, si particulière et aujourd'hui commémorée, ne semble en rien compromise par notre action quand, à l'inverse, les événements mentionnés ci-dessus la déshonorent.

Nous exerçons simplement notre droit de grève, constitutionnellement protégé, et estimons que l'image de Nanterre est bien moins ternie par les membres de son personnel qui se prévalent de ce droit que par celles et ceux qui, sciemment, exercent diverses pressions à leur rencontre.

Nous ne sommes ni irresponsables ni inconscients. Quant à l'avenir de l'ESR, pour lequel notre action serait délétère : nous faisons le constat – et les frais – du manque de moyens criant qui mine ce service public, aboutit à la précarisation de ses agents ainsi qu'à la dégradation des conditions d'études de ses usagers. Nous faisons le constat – et les frais – de l'imposition sans concertation et à marche forcée, du ministère aux UFR, d'une réforme à l'effet dévastateur sur l'accès à l'université. Sur ce point, nous regrettons que la profession de foi de Jean-François Balaudé n'ait là encore pu trouver son prolongement pratique. La lettre était pourtant séduisante, notamment lorsqu'était promue une « politique d'établissement, plus déconcentrée

¹ J-F. Balaudé, « Profession de foi de Jean-François – candidat à la présidence de l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense », 2016, [URL : https://www.parisnanterre.fr/medias/fichier/profession-de-foi-jfb-pre-769-sidence-2016-2_1462349835866-pdf]

et participative, au service de ses personnels et de ses étudiants »². Outre la méthode, nous demeurons convaincus que l'université doit être ouverte à toutes et à tous et réfutons l'idée selon laquelle le salut de l'ESR se logerait dans la restriction de l'accès des bacheliers à l'université, se fondant pour ce faire sur des critères sociaux. L'université ne doit pas sélectionner les meilleurs, elle doit les faire émerger.

L'ESR est sous le feu et les réformes se suivront, dévastant pan par pan ce modèle universitaire qui est la raison de notre engagement. Nous, ATER, doctorants contractuels, vacataires, jeunes chercheurs de l'Université de Paris Nanterre, précaires de l'ESR, ne saurions nous résigner face aux attaques répétées que subit ce modèle universitaire en tant que service public, accessible et gratuit – ou presque.

En conséquence, nous réaffirmons notre opposition aux réformes en cours et notre demande d'un engagement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche et continuons à exercer notre droit de grève, non pas au détriment des étudiants, au détriment de Nanterre et au détriment de l'ESR, mais bien par égard envers eux.

Nous appelons les personnels à nous rejoindre dans la grève et dans la rue :

- **Le 22 mai à 13h30 à l'angle rue Charlot boulevard du Temple pour la journée de mobilisation de l'ensemble de la fonction publique**
- **Le 25 mai pour faire du bruit à l'occasion du discours du Président Macron sur l'ESR (informations à venir)**

Les 68+ de Nanterre qui aspirent toujours à être beaucoup plus

² *Ibidem.*